

publié en novembre tout comme les rapports de chaque comité chargé d'étudier les questions concernant l'énergie, l'industrie, l'urbanisation et l'alimentation et l'agriculture.

Il se dégage de certaines conclusions importantes du rapport, qui est annexé au présent rapport, qu'en dépit de la place très importante qu'occupe la question de la santé dans la vie des gens, en général la santé a jusqu'ici été exclue du débat sur l'environnement et le développement. Les auteurs du rapport ont recours à Agenda 21 et à la Charte de la terre pour remédier à cette situation. Ils ont également fait remarquer que pour assurer une base durable pour tous en matière de santé, il faudrait accorder une haute priorité à la réduction des taux d'accroissement de la population ainsi qu'à la réduction de la surconsommation et de la production de déchets. En fait, ils ont demandé au secteur de la santé de prendre des initiatives plus hardies de manière à aider tous les secteurs du gouvernement à prendre des mesures concernant la politique de développement et à planifier afin d'assurer que la santé humaine tire profit du développement.

RÉSULTATS ET ÉVALUATION

Dans le résumé du débat sur la pauvreté, la population, la santé et l'éducation, qu'a fait le président, un point a été consacré aux questions de santé. Il se lisait comme suit : "la santé est une condition fondamentale de développement et, par conséquent, la protection et l'amélioration de la santé des femmes, des enfants et de tout le monde devraient être intégrées à tous les programmes de lutte contre la pauvreté et à d'autres programmes pertinents."

Cette disproportion apparente s'explique peut-être par le fait qu'on a moins parlé de la santé dans les interventions (contrairement à la question de la population qui a été soulevée par plusieurs délégations de pays industrialisés et de pays en développement). Il faudra élaborer un mécanisme efficace avant PrepCom IV, afin de veiller à ce que les recommandations contenues dans le rapport de la Commission de l'OMS soient bien intégrées à Agenda 21. Le calendrier adopté n'est pas ce qu'il y a de mieux, étant donné que les documents destinés à PrepCom IV devront être prêts au plus tard le 1^{er} décembre. La santé n'a pas jusqu'ici obtenu la place qu'elle mérite dans le processus de la CNUED. Les professionnels du secteur de la santé de l'ACDI et Santé et Bien-être social Canada voudront peut-être emboîter le pas à l'OMS et au Secrétariat de la CNUED au sujet de la façon d'intégrer les recommandations de la Commission de l'OMS.

Parmi les trois objectifs de la délégation canadienne qui ont été énoncés avant la réunion, le seul sur lequel on s'est penché réellement était le deuxième, c'est-à-dire le besoin de faire participer tous les intéressés. Cela s'inscrivait dans le cadre d'une plus vaste campagne visant à faire participer tous les intéressés à toutes les discussions lors de la réunion. En ce qui concerne les deux autres objectifs, on n'a pas tellement eu l'occasion